GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LEGALES.

ABONNEMENT: PARIS ET LES DEPARTEMENTS: Un an, 72 fr. Six mois, 36 fr. Trois mois, 18 fr.

BUREAU: RUE HARLAY-DU-PALAIS, 3, au coin du quai de l'Horloge, à Paris.

Sommaire.

ACTES OFFICIELS. — Nominations judiciaires. JUSTICE CIVILE. — Cour impériale de Paris (3e chambre): Commis voyageur décédé; répétition contre sa succession; compétence du Tribunal de commerce du lieu où le traité a été fait. — Tribunal civil de Dreux: Quittance subrogatoire. — Tribunal de commerce de la Seine: Transport par chemin de fer; marchandises livrables dans Paris; paiement des droits d'octroi.

TELEGRAPHIE PRIVEE.

Copenhague, 5 septembre. D'après le journal Faedrelandet, la Prusse et l'Autriche ont informé le gouvernement danois que l'affaire du duché de Holstein a été l'objet de délibérations dans la commission de la Diète germanique.

Marseille, 6 septembre.

Le Diario, de Barcelone, en date du 2 septembre, déclare tenir de bonne source que le concordat signé à Rome, le 25 août, repose sur les bases suivantes: Désamortissement absolu des biens du clergé. Remboursement de ces biens en inscriptions inaliénables.

Bruxelles, 6 septembre, 4 h. 45 m. du soir. Le sénat a adopté aujourd'hui l'article 1er du projet de loi sur les travaux publics concernant les fortifications d'Anvers, à la majorité de 34 voix contre 15; 4 membres se sont abstenus.

ACTES OFFICIELS.

NOMINATIONS JUDICIAIRES.

Par décret impérial, en date du 3 septembre, sont nommés: Juge de paix du canton de Commentry, arrondissement de Montluçon (Allier), M. Jolivet, avocat, ancien avoué, suppléant du juge de paix du canton ouest de Montluçon (exécution de la loi du 16 juin 1859).

dissement de Laval (Mayenne), M. Auguste Vétillard, maire, en remplacement de M. Rousseau, démissionnaire.

JUSTICE CIVILE

COUR IMPERIALE DE PARIS (3e chambre).

Présidence de M. Partriarieu-Lafosse.

Audiences des 7, 14 et 23 juillet.

COMMIS VOYAGEUR DECÉDÉ. — RÉPÉTITION CONTRE SA SUCCESSION. — COMPÉTENCE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DU LIEU OU LE TRAITÉ A ÉTÉ FAIT.

I. Doit être réputé commis-voyageur, et non simple mandataire, celui qui a pris envers un négociant l'engagement d'employer son temps et son industrie pour l'intérêt de ce négociant par des voyages à l'intérieur ou à l'étranger, pendant un temps déterminé, moyennant une part dans les bénéfices nets, avec stipulation d'un traitement mensuel déterminé, en cas de retour pour le besoin des affaires à lui confiées.

II. En conséquence, c'est devant le Tribunal de commerce du lieu où la convention a été passée, et conformément aux articles 634 du Code de commerce et 426 du Code de proc. civ., que doivent être portées les demandes en répétition formées contre les héritiers de ce commis voyageur, et non devant le Tribunal du lieu de l'ouverture de sa succession, dans les termes de l'art. 59 du Code de proc. civ.

Le contraire avait été décidé par le Tribunal de commerce de la Seine, qui n'avait vu dans la convention ci-dessus analysée qu'un simple mandat, s'étant déclaré incompetent, et avait renvoyé les parties devant le Tribunal du lieu de l'ouverture de la succession du mandataire.

Mais, sur l'appel, la Cour a rendu l'arrêt infirmatif suivant qui fait suffisamment connaître les faits et circonstances de la cause:

« Le Cour. « Considérant que, par acte sous seing privé, en date du 18 juillet 1818, Millon a pris vis-à-vis de Cabany, négociant à Paris, l'engagement d'employer son temps et son industrie pour l'intérêt de la maison Cabany, par des voyages en Espagne pendant trois ans, moyennant un quart dans les bénéfices nets; qu'il a été, en outre, stipulé qu'au cas de retour à Paris dudit Millon pour les besoins des affaires à lui confiées, il recevrait 150 francs par mois; qu'enfin il remettrait, chaque mois, son compte de recettes et dépenses, et que le compte dudit Millon serait réglé et arrêté chaque année;

« Considérant que Millon et Cabany étant décédés, la veuve de ce dernier, agissant comme créancière de feu son mari, a assigné devant le Tribunal de commerce de la Seine les héritiers Millon en restitution d'une somme de 40,842 fr. 52 c., qu'elle soutient avoir été touchée par leur auteur comme voyageur de la maison de commerce de feu son mari, et que le Tribunal s'est déclaré incompetent sur le motif que les conventions intervenues entre Millon et Cabany avaient pour objet un simple mandat;

« Mais considérant qu'il résulte des termes et de l'esprit de la convention ci-dessus rappelée, que Millon était le commis voyageur de la maison Cabany; que l'art. 634 du Code de commerce attribue aux juges consulaires la connaissance des actions contre les commis pour le fait du trafic du marchand auquel ils sont attachés;

« Considérant que si l'art. 59 du Code de procédure renvoie devant le Tribunal de l'ouverture de la succession les demandes intentées par les créanciers du défunt avant le partage, cette disposition, qui a pour objet de concentrer les actions civiles, n'enlève point aux juridictions exceptionnelles la connaissance des contestations qui leur sont spécialement dévolues; que l'ordre des juridictions ne saurait s'échapper devant les règles d'ajournement tracées par l'art. 59, qu'il les domine, au contraire, comme intéressant l'ordre public;

« Considérant qu'un litige, commercial de sa nature, ne cesse pas d'être tel par le décès des parties contractantes, et qu'aux termes de l'art. 426 du Code de procédure civile, les veuves et héritiers des justiciables du Tribunal de commerce y doivent être assignés, soit en reprise soit par action nouvelle;

« Considérant que les sommes réclamées par la veuve Cabany devaient, dans l'intention commune des parties contractantes et d'après la convention du 18 juillet 1818, être payées à Paris, au siège de la maison de commerce; que par suite le Tribunal de commerce était compétent pour statuer sur l'exécution ou l'inexécution de l'engagement pris par feu Millon; « Infirme; dit que le Tribunal, était compétent et renvoie la cause et les parties devant le même Tribunal composé d'autres juges, pour être fait droit, etc. »

(Plaidants, M. Ronjat pour la veuve Cabany, appelante; M. Lefèvre-Pontalis pour les héritiers Millon, intimés; M. Sapey, substitut de M. le procureur-général, conclusions conformes.)

TRIBUNAL CIVIL DE DREUX.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Guyard.

Audiences des 23 et 30 août.

QUITTANCE SUBROGATOIRE.

La subrogation conventionnelle n'est-elle absolument valable qu'à la condition d'être consentie en même temps que le paiement? — Rés. aff.

Dans le cours de l'année 1859, un sieur Lécuyer, notaire au Tremblay-le-Vicomte, dans le canton de Châteauneuf (Eure-et-Loir), a pris la fuite, laissant un passif, on le croirait à peine, de plus d'un million! Le Tribunal de Dreux a nommé pour liquidateur M. Tocque, avoué près ce siège, et confié l'inventaire et le dépôt de ses papiers à M. Vaudran, notaire. Une instruction criminelle se poursuit et a déjà fait découvrir des faux nombreux. C'est au milieu de cette catastrophe, qui laisse de nombreuses victimes, qu'est née l'affaire dont nous rendons compte.

M. Allais, honnête cultivateur retiré du labour, remit, en janvier 1853, au sieur Lécuyer, une somme de 2,000 francs pour être placée. Dans les premiers jours de juillet de la même année, le notaire annonça à son client le placement de cette somme, et lui remit la grosse d'un acte reçu par lui à la date du 26 juin 1853. Cet acte constatait que les époux Sauvin, créanciers d'un nommé Chollet, d'une somme de 2,500 fr. pour prix de biens à lui vendus, le 22 décembre 1849, avaient reçu du sieur Allais 2,000 francs en l'acquit de Chollet, dès le 1er janvier 1853. Par suite de ce paiement, les époux Sauvin déclaraient subro-

ger le sieur Allais dans tous leurs droits et actions.

Jusqu'au 1er janvier 1857, Lécuyer paya au sieur Allais, au nom de Chollet, les intérêts annuels de ces 2,000 fr. Lorsque Lécuyer tomba en déconfiture, M. Allais ayant réclamé de Chollet lui-même le montant de sa créance, Chollet lui dit ne rien lui devoir et avoir remboursé (ce qui était vrai) à Lécuyer le prix de la vente de 1849, les 17 mai 1855 et 18 mai 1856.

Des poursuites sont dirigées par M. Allais contre Chollet. Ce dernier y forme opposition, et se borne à soutenir que la subrogation qu'on lui oppose est radicalement nulle, puisqu'elle constatait un versement de fonds remontant six mois environ avant la subrogation.

M. Doublet de Boisthibault, avocat du barreau de Chartres, se présente dans l'intérêt de M. Allais.

Il soutient, malgré les termes exprimés du Code Napoléon (l'art. 1250, § 1er du Code Napoléon), que cet article dans son esprit doit être interprété de la sorte: Le tiers qui rembourse de bonne foi la créance d'un autre, peut faire ce versement avec ou sans quittance. S'il ne donne pas de quittance ou si elle contient réserve de la subrogation, cette subrogation peut être l'objet d'un acte postérieur à la dation d'argent. L'acte qui intervient alors ne fait que constater tout à la fois, et le paiement antérieur, et la condition sine qua non de ce paiement, c'est-à-dire la subrogation. Dans ce sens, on peut citer Duranton, t. 12, p. 184. — Mourlon (Théorie des subrog., p. 245). — La loi, 76, du Digeste, de Sol. — Et deux arrêts de la Cour de cassation des 31 mai 1848 et 6 novembre 1854, rapportés par Dalloz, vol. de 1848, p. 209, et de 1854, p. 428 et 429.

L'avocat faisait d'ailleurs remarquer que cette contestation n'avait au fond aucun intérêt pour Chollet. La subrogation déclarée irrégulière, M. Allais, porteur de la quittance de Sauvin, avait toujours contre Chollet l'action negotiorum gestorum (V. Duranton, t. 12, p. 186, et Toullier, t. 7, p. 137); sa condamnation était inévitable.

M. Desvaux, avoué, a plaidé, dans l'intérêt de Chollet, le système contraire. Si la subrogation n'a pas lieu en même temps que le paiement, elle l'annule. La raison, c'est qu'il n'y a plus de créance, le paiement pur et simple l'a éteinte; on ne peut pas la faire revivre, transporter une créance qui n'existe plus, et donner la vie au néant. C'est l'opinion de Toullier, t. 7, p. 137, n° 116, et de quelques arrêts qu'il cite.

Après des répliques animées, le Tribunal, qui avait remis l'affaire en délibéré au 30 août, a rendu ce jour le jugement suivant:

« Considérant qu'aux termes de l'article 1250 du Code Napoléon, il faut, pour qu'un créancier recevant son paiement d'une tierce personne puisse se subroger dans ses droits contre son débiteur, que cette subrogation soit faite en même temps que le paiement;

« Que c'est là une disposition précise de la loi, dont les parties ne peuvent s'affranchir, et dont les Tribunaux ne peuvent les dispenser;

« Qu'il est établi par la quittance subrogative elle-même que le paiement n'a pas été fait le 26 juin;

« Que l'on ne prouve même pas que cette subrogation ait été réservée lors du paiement des 2,000 fr. reçus par Sauvin, soit que l'on admette, ce qui est évidemment contraire à la vérité, que ce paiement ait été fait en une seule fois, le 1er janvier 1853, par Allais, hors la présence du notaire, aux termes de l'acte du 26 juin 1853, soit qu'il ait été effectué par Lécuyer lui-même en plusieurs fois aux époques indiquées par des quittances et des mentions de registre et avec ses propres fonds ou avec ceux déposés en son étude par Allais ou par tout autre;

« En conséquence, le Tribunal, sans qu'il soit besoin de statuer sur la preuve par témoins qu'offre Chollet,

« Déclare nulle et de nul effet la quittance subrogative du 26 juin 1853 reçue Lécuyer, notaire au Tremblay-le-Vicomte,

« Déclare également nulles, comme faites sans titre, les poursuites commencées en vertu de cet acte, le 16 mai 1859, par exploit de Rousseau, huissier à Châteauneuf;

« Ordonne l'enregistrement des quittances énoncées au présent jugement;

« Condamne Allais en tous les dépens. »

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE.

Présidence de M. Houette.

Audience du 31 août.

TRANSPORT PAR CHEMIN DE FER. — MARCHANDISES LIVRABLES DANS PARIS. — Paiement des droits d'octroi.

Lorsque des marchandises sujettes aux droits d'octroi sont livrables dans Paris, le chemin de fer chargé du transport est autorisé à acquiescer ces droits, et le destinataire lui en doit le remboursement quoiqu'il allègue que la véritable destination des marchandises était hors Paris.

Le chemin de fer de Lyon, chargé de transporter et de remettre à MM. Collin et C°, rue Quincampoix, 15, différents colis de produits chimiques, a acquitté, à l'entrée de Paris, les droits d'octroi montant à 220 francs.

MM. Collin ont refusé le remboursement de cette somme, prétendant que les marchandises étant destinées réellement pour Grenelle, ne devaient pas acquiescer les droits d'entrée, et que s'ils eussent été prévenus de leur arrivée en gare, ils les eussent fait parvenir directement à Grenelle.

Assignés par le chemin de fer en paiement des frais de transport et en remboursement des droits d'octroi, ils s'étaient portés reconventionnellement demandeurs en paiement de dommages-intérêts, à raison du retard que la difficulté survenue entre eux et la compagnie avait occasionné dans la livraison.

Après avoir entendu M. Petitjean, agréé du chemin de fer de Lyon, et M. Victor Dilait, agréé de MM. Collin et C°, le Tribunal a statué en ces termes:

« Attendu que la lettre de voiture est le contrat qui règle les obligations du transporteur vis-à-vis du destinataire; que, dans l'espèce, la lettre de voiture fait mention de l'obligation pour la compagnie de Lyon de remettre les objets dont s'agit à Collin et C°, rue Quincampoix, 15, à Paris;

« Attendu que les termes formels et précis de cette clause ne sauraient permettre l'interprétation arbitraire qui substituerait un usage prétendu au sens littéral du contrat;

« Que la compagnie, à défaut d'instructions contraires de la lettre de voiture, a dû se considérer comme autorisée à acquiescer les droits d'octroi pour une marchandise livrable à do-

micile; « Attendu que le paiement des droits d'octroi n'est que la conséquence inévitable de l'entrée dans Paris des marchandises objet du litige;

« Que cette conséquence fait partie du mandat de la compagnie; qu'il s'ensuit qu'elle l'a régulièrement accompli en acquittant ces droits pour parvenir à opérer la livraison dans les termes mêmes de la lettre de voiture;

« Qu'il en résulte que c'est à bon droit qu'elle réclame à la fois et les frais de transport et 222 f. 50 c., montant des droits qu'elle a payés;

« Attendu que les marchandises dont s'agit ayant été refusées par le destinataire, sont restées dans les magasins de la compagnie; qu'il y a lieu, en conséquence, d'ordonner, conformément à la demande, que Collin et C° seront tenus de faire enlever les marchandises contre le paiement des frais réclamés, ainsi que des droits de magasinage, à partir du 29 janvier 1859, sinon à autoriser la compagnie à les faire vendre;

« Attendu que de ce qui précède il résulte qu'il n'y a lieu de faire droit à la demande reconventionnelle de Collin;

« Par ces motifs,

« Condamne Collin et C° à payer à la compagnie de Lyon 370 fr. 35 c., montant de la demande, avec intérêts;

« Dit que dans la quittance du présent jugement, Collin sera tenu de prendre livraison des marchandises dont s'agit contre paiement de ladite somme, et de payer les frais de magasinage à partir du 29 janvier; sinon, autorise la compagnie de Lyon à faire vendre les marchandises dont s'agit en la forme accoutumée, par le syndic des courtiers de Paris, et à prélever sur le produit le montant des condamnations;

« Déclare Collin et C° non-recevables dans leur demande reconventionnelle, et les condamne aux dépens. »

JUSTICE CRIMINELLE

COUR IMPERIALE DE PARIS (ch. correct.).

Présidence de M. Perrot de Chézelles.

IMMIXTION DANS LES FONCTIONS DE NOTAIRE.

Dans notre numéro du 2 janvier 1858, nous rendions compte d'une affaire qui intéressait la chambre des notaires de l'arrondissement de Pontoise. Un sieur Lambert, agent d'affaires, s'était établi à Grisy (Seine-et-Oise), à côté du notaire de cette localité, dont il avait été le principal clerc, et auquel il faisait, par une immixtion dans les fonctions notariales, une concurrence très grande.

La chambre des notaires de l'arrondissement de Melun a porté plainte contre un sieur Boissier, agent d'affaires. Le sieur Boissier, après avoir été le principal clerc de M. Tissier, notaire à Chaumes, a ouvert en 1854, dans cette ville, un cabinet d'affaires. Il ne s'en est pas tenu longtemps à son rôle d'agent d'affaires, et bientôt il s'est immiscé dans les fonctions notariales.

Il est inutile de reproduire la série des faits reprochés au sieur Boissier; ils sont exprimés dans les attendus du jugement rendu par le Tribunal correctionnel de Melun, à la date du 14 décembre dernier, et dont nous allons donner le texte:

« Le Tribunal reçoit la chambre des notaires partie intervenante et se portant partie civile, et statuant tant à son égard que sur les réquisitions du ministère public par un seul et même jugement:

« Attendu que Boissier, ancien principal clerc de M. Tissier, notaire à Chaumes, et dans la même ville, et presque au moment où il quittait l'étude, ouvert un cabinet d'affaires au commencement de 1854; que le 13 mars de cette même année, il rédigea de la manière la plus adroite et publia une affiche où l'on voit se révéler tout d'abord l'intention bien formelle de faire une concurrence redoutable à l'étude dans laquelle il avait travaillé pendant neuf ans; affiche dont les termes, le contenu et l'espérance même ont dû impressionner vivement les habitants peu éclairés de la campagne et leur faire croire que Boissier avait le droit et le pouvoir de rédiger tous les actes que fait ordinairement un notaire;

« Qu'en effet, sous prétexte d'indiquer aux parties les différents droits d'enregistrement, il énonça à peu près tous les actes confiés presque toujours aux notaires, actes qu'il est apte, dit-il, à dresser, et au nombre desquels il comprend les mainlevées; puis il ajoute: « Je rédige les liquidations, partages; je me charge des inventaires, des ventes par adjudication; »

« Attendu qu'au moyen de manœuvres si adroites et de promesses si habilement présentées, Boissier s'est fait et attiré de nombreux clients dont il avait su ainsi capter la confiance, à tel point, que l'un d'eux, le sieur Boutons, a dit qu'il croyait traiter comme avec un notaire;

« Qu'une fois en possession de cette confiance, Boissier fait et rédige une multitude d'actes, tels que: ventes, partages, liquidations, obligations, décharges, procurations, et qu'il prend le soin d'écrire, sur la couverture de certains d'entre eux, les mots: Etude de M. Boissier; et sur deux seulement, le mot: minute;

« Qu'il procède même à des ventes publiques d'immeubles aux enchères, soit dans son cabinet, soit à Argenteuil, dans la salle de danse de M. Truynet, où déjà, précédemment, les adjudications avaient lieu;

« Qu'il faisait annoncer les ventes par des affiches et à son de caisse; qu'une fois les amateurs réunis au lieu indiqué, il annonçait le montant des frais calculés souvent à raison de 12 pour 100; criait les lots à vendre, recevait les enchères, et enfin adjugeait; puis, la vente terminée, faisait signer les adjudicataires dont il recevait le prix; et enfin, plus tard, rédigeait l'acte sous seings privés, en se déclarant mandataire des acquéreurs; ce qui n'était pas toujours exact, puisque le sieur Mony déclare ne lui avoir pas donné sa procuration;

« Attendu que dans une quittance de 300 fr. donnée par Desrues à Besnard, le 6 avril dernier, Boissier fait consentir Desrues à la mainlevée de son privilège de vendeur, consentement qui, aux termes de l'article 2158 du Code Napoléon, n'aurait pu être donné que par acte authentique;

« Qu'il en est de même d'une quittance Boutons, qui n'a cependant été saisie et trouvée qu'en projet dans les papiers de Boissier, mais qui, plus tard, d'après l'aveu de celui-ci à l'audience, aurait été réalisée dans des termes absolument identiques à ceux du projet saisi;

« Attendu qu'à la date du 3 novembre 1857, dans un acte de constitution de rente viagère fait par les époux Chevry au profit des époux Denis, Boissier renouvelle la même faute que dans les deux actes précédents, et que, de plus, il fait consentir la femme Chevry à subroger les époux Denis dans l'effet de son hypothèque légale contre son mari, ce qu'elle n'aurait pu faire que par acte authentique, en vertu de l'article 9 de la loi du 23 mai 1853;

« Qu'en vain, à cet égard, Boissier se retranche derrière les termes un peu ambigus de cette clause, et soutient que les époux Denis n'étaient autorisés qu'à faire insérer l'hypothèque légale de la femme Chevry; que telle n'a pas été la commune intention des parties, et que Boissier lui-même, rédacteur de

l'acte, a inter-rété cette clause comme elle doit l'être, puis qu'il a requis le conservateur des hypothèques, qui la refusa, l'inscription du bordereau au profit des époux Denis, subrogés, selon lui, dans l'hypothèque légale de la femme Chevry, hypo que qui, dans l'espèce, spécialement et limitativement, devait reposer sur des immeubles indiqués dans l'acte;

« Attendu que de tous ces faits et de l'ensemble de la conduite de Boissier, il résulte que fréquemment et pendant plusieurs années il s'est immiscé dans les fonctions de notaire, et qu'il a fait des actes relatifs à ces fonctions en dépendant;

« Qu'en agissant ainsi, il a violé les dispositions de l'art. 238 du Code pénal, et commis un préjudice grave envers la compagnie des notaires de l'arrondissement de Melun, dans deux de ses membres, Tissier et Martin, pour réparation duquel préjudice la chambre des notaires demande l'insertion du présent jugement dans plusieurs journaux et l'affiche au nombre de cinq cents exemplaires;

« Attendu que la publicité de pareils faits et celle de leur répression importe à la morale et à l'ordre public, et que d'ailleurs il est nécessaire d'éclairer les habitants de la campagne sur leurs véritables intérêts et de leur faire comprendre le danger de s'adresser à des agents d'affaires qui, même en les supposant honnêtes, ne peuvent rédiger pourtant que des actes sous seing privé, et jamais d'actes authentiques;

« Par ces motifs,

« Faisant à Boissier application de l'art. 238 et de l'art. 463 du Code pénal;

« A vu l'existence de circonstances atténuantes;

« Condamne Boissier à une année d'emprisonnement;

« Ordonne l'insertion du présent jugement dans le journal l'Indicateur de Seine-et-Marne;

« Ordonne également qu'il sera affiché au nombre de cent exemplaires dans les communes de Tournans, Mornant et Brie;

« Condamne la partie civile aux dépens, sauf son recours contre Boissier, qui y demeure condamné. »

Le sieur Boissier a interjeté appel de la décision des premiers juges. L'affaire venait à l'audience de la Cour, sur le rapport de M. le conseiller Saillard.

La Cour, après avoir entendu M^e Fontaine (de Melun), défenseur du prévenu, et M. l'avocat-général Roussel en ses conclusions conformes, a réduit à trois mois la durée de l'emprisonnement, et confirmé sur le surplus dans les termes suivants :

« La Cour,

« Adoptant les motifs des premiers juges,

« Considérant, en outre, qu'il résulte de l'ensemble des faits constatés à la charge de Boissier, qu'il a employé les manœuvres les plus persévérantes et les plus multipliées pour persuader aux habitants de la campagne que les actes qu'il dressait avaient la même valeur que les actes rédigés par les notaires; qu'il est ainsi parvenu, autant qu'il était en lui, à substituer son action à celle des fonctionnaires établis par la loi;

« Considérant que parmi les actes dressés par Boissier se trouvent des actes rentrant spécialement dans les attributions des notaires, tels que : maintenance de privilège et d'hypothèque, subrogation dans l'hypothèque de la femme mariée, partage, licitation, vente d'immeubles par adjudication publique, inventaire;

« Considérant que tous ces faits ont été accompagnés de l'intention frauduleuse qui constitue le délit;

« Considérant qu'il est ainsi prouvé que depuis moins de trois ans à partir du premier acte de la poursuite, Boissier s'est immiscé sans titre dans des fonctions publiques civiles et a fait les actes d'une de ces fonctions, délit prévu par l'article 238 du Code pénal;

« Considérant que les circonstances de la cause permettent de faire à Boissier une plus large application de l'article 463 du Code pénal;

« Met l'appellation au néant; émendant ce dont est appel, réduit à trois mois l'emprisonnement prononcé contre Boissier; ordonne que le jugement au surplus sortira effet à l'égard de toutes les parties;

« Ordonne également que le présent arrêt sera publié et affiché avec le jugement susdaté, le tout aux frais du condamné;

« Condamne Boissier aux dépens faits sur son appel, dont les parties civiles seront, suivant la loi, responsables envers l'Etat. » (Audience du 1^{er} mars 1859.)

COUR IMPÉRIALE DE NANCY (ch. correct.)

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Garnier.

Audience du 18 août.

TRICHERIE AU JEU. — ESCROQUERIE. — TENTATIVE. — RENVOI APRÈS CASSATION.

I. La tricherie au jeu constitue le délit d'escroquerie puni par l'art. 403 du Code pénal, et non celui de filouterie, réprimé par l'art. 401 du même Code.

II. La tentative du délit d'escroquerie peut exister comme toutes les autres tentatives de délit, sans qu'il y ait eu remise de fonds.

Les nommés Théophile Daumon, Gérard Preire, Dominique-Félix Confort, Louis Balech et Jean Ciral, convaincus de tricherie au jeu, avaient été condamnés, par jugement du Tribunal correctionnel de Metz, du 5 avril 1859, comme coupables, à raison de ce fait, du délit de filouterie. Sur leur appel, ce jugement avait été confirmé par la Cour de Metz. Mais l'arrêt de cette Cour a été cassé par arrêt du 20 mai 1859, qui a renvoyé les prévenus devant la Cour de Nancy. Cette dernière Cour a statué en ces termes, sur les conclusions de M. l'avocat-général Souffé, après avoir entendu la défense qui a été présentée par M^e Desmarest, avocat du barreau de Paris et M^e Déperoma, avocat du barreau de Nancy :

« En fait :

« Attendu qu'il résulte des dépositions des témoins et des propres aveux des prévenus, qu'ils ont concerté à l'avance et réalisé le projet de se rendre à Metz le 5 mars dernier, dans le but de s'y faire admettre au bal de l'Hôtel de-Ville et de s'approprier l'argent des joueurs par des tricheries au jeu;

« Attendu que Daumon, Preire et Balech ont tenu les cartes et par leur dextérité et des manœuvres habiles et déloyales, ont fait arriver dans leurs jeux ceux qui leur assuraient le gain des parties, et ont ainsi appréhendé les enjeux déposés sur la table par les personnes qui jouaient contre eux;

« Que notamment, entre autres ruses, en relevant, les cartes étalées sur la table, les figures à découvert, ils réunissaient plusieurs cartes d'une même couleur et les plaçaient adroitement dans le jeu de manière à ce qu'elles devinssent des atouts, en combinant également la place du roi, ou de toutes autres cartes de cette couleur, de façon que la tourne subtilement ménagée, en faisait des atouts qu'ils s'approprièrent;

« Que d'autres fois, ils feignaient de battre les cartes en rasant le tapis, mais sans les battre en effet, faisant naître et entretenant par ce simulacre, dans l'esprit des joueurs, la persuasion d'un jeu loyal, et, par suite, d'un gain possible;

« Attendu que les cinq prévenus, soit par une action simultanée, soit par des actes séparés et successifs, ont sciemment participé à ces fraudes en s'associant à celui d'entre eux qui jouait, en pariant pour lui et en appréhendant aussi les enjeux;

« Qu'une autre ruse, employée quelquefois par certains d'entre eux, a consisté à parier de faibles sommes pour des personnes honorables de la ville de Metz, afin de dissimuler leur association frauduleuse et d'inspirer confiance dans leur loyauté;

« Attendu que l'adresse coupable des prévenus a produit, comme premier résultat, l'anéantissement de toutes les chances aléatoires qui constituent le jeu véritable; qu'il est vrai de dire qu'il n'y avait plus, pour ceux qui ont joué contre les prévenus, possibilité de gagner sur les chances naturelles, ni même possibilité de balancer les chances aléatoires par le savoir du jeu, ou les combinaisons loyales du calcul; que par leur tricherie les prévenus se sont placés en face des enjeux

déposés sur la table n'ayant plus qu'à s'en emparer;

« Attendu que cette appropriation a été par eux consommée à l'aide de moyens fallacieux et de manœuvres frauduleuses employées pour faire naître dans les joueurs l'espérance d'un succès, à savoir celle du gain que peut donner un jeu loyal, laquelle espérance a été rendue chimérique par les manœuvres rappelées ci-dessus;

« Attendu que, dans ces circonstances, l'élément du délit réside moins dans le fait isolé de l'appréhension des enjeux que dans le concours avec cette appréhension des manœuvres déloyales qui l'ont précédée et préparée, et qui ont déterminé la remise des enjeux;

« Attendu que de telles manœuvres, qui forment un tout indivisible avec le résultat qu'elles ont facilité et atteint, doivent avoir pour conséquence légale de faire attribuer aux actes reprochés aux prévenus, non la qualification du délit de filouterie puni par l'article 401 du Code pénal que leur ont donnée les premiers juges, mais bien celle du délit prévu par l'article 403 du même Code;

« Attendu, en effet, que la première de ces dispositions punit, dans la filouterie, qui n'est, en droit, qu'une sorte de soustraction frauduleuse, le simple fait de l'appréhension violente ou furtive de la chose d'autrui, tandis que la seconde réprime tout à la fois la remise et les manœuvres frauduleuses employées pour y parvenir, lorsque d'ailleurs elles rentrent dans les termes dudit article 403;

« Attendu que les manœuvres constatées ci-dessus présentent, tant dans leur ensemble que dans leurs détails particuliers, à l'égard de tous les co-auteurs du délit, quelle que soit la part que chacun d'eux y a prise, tous les caractères de celles qui sont spécifiées audit article, et qu'elles ont eu pour résultat l'appropriation au profit des prévenus de l'argent des joueurs;

« Attendu, dès lors, qu'en cet état des faits, c'est à tort qu'il a été fait application aux prévenus, par le jugement attaqué, de l'article 401 du Code pénal;

« Attendu qu'indépendamment des délits consommés à Metz, Daumon, Preire, Balech et Ciral, avouent avoir depuis moins de trois ans commis de semblables délits, savoir: Daumon à Paris, à Vichy, à Biarritz et à Troyes; Preire à Soissons, à Troyes et à Caen; Balech à Bagères-de-Bigorre, à Lille et à Rouen; Ciral, à Paris et à Biarritz;

« Sur la tentative;

« En droit :

« Attendu que la tentative du délit d'escroquerie peut exister comme toutes les autres tentatives de délits, sans qu'il y ait eu remise de fonds; qu'en effet, la remise des fonds est, en pareil cas, la consommation même du délit;

« Attendu, d'un autre côté, que l'article 2 du Code pénal n'est relatif qu'aux tentatives de crime; que les tentatives de délit sont régies par des dispositions spéciales, ainsi que le porte l'article 3 du même Code; qu'ainsi ces dernières tentatives peuvent être déclarées punissables sans qu'il soit nécessaire que le jugement de condamnation constate l'existence des circonstances déterminées par l'article 2 du Code pénal;

« En fait,

« Attendu qu'en supposant même que les dispositions de l'art. 2 précité fussent applicables aux tentatives d'escroquerie, les conditions exigées par cet article se rencontreraient dans la cause, puisqu'il résulte des débats et des propres aveux de plusieurs des prévenus, qu'entre les escroqueries consommées, dont ils se reconnaissent coupables, ils ont tenté, quel que fois sans succès, de tricher, et qu'ils ont échoué par des circonstances indépendantes de leur volonté;

« Attendu que les manœuvres employées lors de ces tentatives ayant été les mêmes que celles qui ont accompagné les escroqueries consommées, et ayant exercé sur les joueurs la même influence, ces tentatives ont été aussi manifestées par un commencement d'exécution, et n'ont manqué leur effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de leur auteur;

« Sur l'application de la peine, etc. »

La Cour a, en conséquence, infirmé le jugement du Tribunal de Metz, en ce qu'il avait appliqué aux cinq prévenus les dispositions de l'art. 401 du Code pénal, au lieu de celles de l'art. 403 du même Code. Et elle a, en vertu de ce dernier article, condamné les prévenus Preire à quatre années d'emprisonnement; Daumon et Confort chacun à trois années de la même peine; tous trois, en outre, chacun à 50 fr. d'amende et dix années d'interdiction des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal. Et elle a maintenu à l'égard de Balech et de Ciral la peine de quinze mois de prison qui avait été prononcée contre chacun d'eux par les premiers juges.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. de Bastard.

Audience du 6 septembre.

FAUX EN ÉCRITURE DE COMMERCE. — DEUX ACCUSÉS.

Les deux accusés qui sont assis sur les bancs de la Cour d'assises sont les nommés Charles-Félix Richter, âgé de vingt-six ans, né à Schainau, grand-duché de Bade, maître d'hôtel, demeurant à Dieppe; il a pour défenseur M^e Lachaud.

Rosine Doerr, âgée quarante-sept ans, née dans le grand-duché de Wurtemberg, femme de chambre, demeurant à Paris, rue Bayard, 20; elle a pour défenseur M^e Carré.

Ils sont accusés d'avoir apposé des faux endos et des fausses signatures sur des bank post bill.

Voici les faits tels qu'ils sont présentés dans l'acte d'accusation :

« Dans la première quinzaine du mois de mai 1859, Rosine Doerr étant alors au service du nommé Green, Américain, se présente chez le sieur Mollard, banquier, rue Saint-Lazare, demandant l'escompte d'une bank post bill de 30 livres sterling. Grâce à l'intervention d'une dame Dupuy qui l'accompagnait, et qui était connue du banquier, elle obtint cet escompte, et reçut le montant du billet, c'est-à-dire 750 francs.

« Mais cette valeur anglaise, qui portait un endos ainsi conçu : « Pery miss Rosina Doerr or ordre. Signé G. Hudson », fut renvoyée impayée de Londres, avec mention que la signature G. Hudson était fautive, et le sieur Mollard exigea de la dame Dupuy, à la prière de laquelle il avait escompté le billet, le remboursement des 750 fr.

« A une époque voisine de la négociation faite par le sieur Mollard, le 14 mai, Rosine Doerr se fit accompagner par le sieur Green, son maître, chez le sieur Van der Broek, banquier, rue de la Chaussée-d'Antin, et offrit à l'escompte quatre bank post bill de 30 livres sterling chaque, s'élevant ensemble à la somme de 3,000 francs et portant un endossement signé G. Hudson. Green étant un client de la maison, on accepta sans difficulté le papier présenté par Rosine Doerr. Quelques jours après, le sieur Van der Broek vit revenir impayés les valeurs qu'il avait envoyées à Londres, avec cette mention que la signature G. Hudson était fautive.

« La justice fut immédiatement saisie, et Rosine Doerr, interrogée sur la provenance de ces valeurs, varia dans ses déclarations. Elle avait dit au sieur Perkins, employé de la maison Van der Broek, qu'elle les tenait d'un sieur Hudson, son maître, qui les lui avait remises à Wiesbaden, et qu'elle avait envoyée en Allemagne 3,000 fr. produit de la négociation. Abandonnant ce système devant la justice, elle déclara qu'elle avait reçu mission de négocier les bank post bill du sieur Richter, maître d'hôtel, qu'elle avait connu à Paris, et qui était récemment parti pour Dieppe, où il avait trouvé une place. Richter lui avait remis quelque argent, elle lui avait remis 2,500 francs, gardant pour elle 500 francs, sauf à compter plus tard avec lui; mais elle ignorait la fausseté de la signature Hudson, et croyait, sur la foi des allégations de Richter, que ces valeurs lui avaient été données par une dame po-

lonaise.

« Cette déclaration de Rosine Doerr fut confirmée en partie, du moins par celle du sieur Jacobi, qui affirmait avoir vu entre les mains de Richter les bank post bill négociés par la fille Doerr: il avait même été, dans la première quinzaine de mai 1859, chargé par Richter de cette négociation, et il devait recevoir en rémunération de ses soins 100 francs par billet. Richter s'était refusé à apposer sur les billets sa signature, Jacobi était parvenu à trouver un escompteur; mais la négociation avait manqué par suite du silence de Richter, auquel Jacobi avait écrit deux lettres à Dieppe pour demander quelques renseignements et qui n'avait pas répondu.

« Jacobi disait vrai, car les deux lettres par lui écrites à Richter, saisies à Dieppe en la possession de ce dernier, témoignent de la proposition faite à Jacobi de négocier les valeurs anglaises.

« Et cependant Richter a osé soutenir qu'il n'avait jamais été possesseur des billets, et qu'il n'avait pu, par conséquent, en proposer la négociation à Jacobi; il a osé soutenir qu'il ne connaissait même pas Rosine Doerr. Obligé de donner une interprétation aux lettres de Jacobi, il a prétendu qu'elles avaient trait à un projet d'impression; explication inadmissible et dont la grossière invraisemblance fait éclater la vérité dans le témoignage désintéressé de Jacobi. Il est évident que, possesseur des valeurs anglaises qu'il s'était procurées par le vol ou par l'abus de confiance, Richter, a apposé ou fait apposer de faux endos et la fautive signature Hudson pour en faciliter la négociation.

« L'expert commis à la vérification des pièces incriminées, a cru reconnaître dans la signature G. Hudson, l'œuvre personnelle de Richter.

« Les contradictions dans lesquelles Rosine Doerr est tombée et le prélèvement qu'elle a exercé à son profit sur le produit de la négociation des valeurs faussées, ne permettent pas de croire à la bonne foi sous laquelle elle a brité le concours par elle prêtée à Richter et montrent sa connivence dans le crime. »

Les accusés reproduisent leur système de défense dans leur interrogatoire.

M. l'avocat-général Hello soutient ensuite l'accusation à l'égard des deux accusés.

Après la plaidoirie de M^e Lachaud et Carré, M. le président fait le résumé de l'affaire.

MM. les jurés se retirent ensuite dans la salle de leurs délibérations, ils reviennent avec un verdict négatif en faveur de la fille Rosine Doerr, mais affirmatif en ce qui concerne Richter, mitigé toutefois par les circonstances atténuantes.

Après que M. le président a prononcé la mise en liberté de Rosine Doerr, la parole est donnée à M. l'avocat-général, qui requiert l'application de la peine, mais en considérant le faux comme un faux en écriture privée.

Après que l'accusé et son défenseur ont sollicité l'indulgence de la Cour, M. le président fait remarquer à Richter qu'il a tenté à dire ce qu'il a fait des 3,000 fr. L'accusé répond qu'il n'a rien à dire.

La Cour, faisant droit aux réquisitions du ministère public, a condamné Richter à cinq années d'emprisonnement.

COUR D'ASSISES DES HAUTES-PYRÉNÉES.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Bazile de Lagrèze.

Audience du 2 septembre.

ACCUSÉ AGÉ DE QUATRE-VINGT-TROIS ANS. — INCENDIE PAR UN GRAND-PÈRE DE LA MAISON DE SON PETIT-FILS.

Deux affaires figurent seules sur les rôles des assises, et prouvent de plus en plus combien s'abaisse dans le département le niveau de la criminalité.

Un crime exceptionnel par l'âge de l'accusé et par les liens de parenté qui existent entre lui et ses victimes, a occupé l'audience du 2 septembre.

Voici les faits tels qu'ils sont exposés dans l'acte d'accusation :

« Joseph Planté, petit-fils, par sa mère, de l'accusé Joachim Ailléou, habitait avec sa famille une maison isolée sur le territoire de la commune de Préhac. Cette maison et ses dépendances se composaient du corps de logis servant à l'habitation, formée d'un rez-de-chaussée et d'un grenier, d'un bâtiment sous le même toit que le précédent, où se trouvaient une étable et deux loges, et d'une grange où étaient enfermés une jument et une ânesse, grange située à une distance de cinq mètres environ du second bâtiment, le tout couvert en chaume.

« Le 17 mai dernier, vers dix heures et demie du matin, cette habitation et les bâtiments qui en dépendaient devinrent la proie des flammes. De tous les objets qui se trouvaient en son parvint à sauver qu'une pendule; quelques animaux furent retirés couverts de brûlures, d'autres périrent. Rien n'était assuré. La perte a été évaluée, par les victimes, à 3,000 fr. environ.

« Les premières personnes arrivées sur le lieu du sinistre trouvèrent au pied du mur une certaine quantité d'allumettes en bois qui paraissaient avoir été enflammées. Cette découverte et l'absence de feu dans la maison quand l'incendie avait éclaté ne permettait pas de l'attribuer à une autre cause qu'à la malveillance. L'opinion publique n'hésita pas à imputer à Joachim Ailléou ce crime d'autant plus odieux qu'il consommait la ruine de plusieurs de ses petits-enfants. Les charges les plus graves s'élevaient contre l'accusé et justifiaient cette imputation. En mars dernier, Ailléou réclama à Joseph Planté une somme dont il prétendait que la mère de celui-ci était, à son décès, débitrice envers lui. Joseph Planté, ayant soutenu que sa mère s'était libérée : « Tu ne veux pas l'exécuter de bon gré? lui dit son grand-père, je te ferai chauffer. » Cité devant le juge de paix d'Argelez, le prévenu débiteur offrit de prouver sa libération et fut admis à rapporter cette preuve.

« Dans la matinée du 17 mai, jour fixé pour entendre les témoins produits par son petit-fils, Ailléou se rendit à Préhac pour consulter un homme d'affaires. Il était sous l'empire d'une violente irritation, et il se répandit en injures contre Joseph Planté : « Je l'ai fait citer, disait-il, devant le juge de paix, mais je suis entouré d'une bande de voleurs. » Quelques instants après, vers dix heures, l'accusé se trouvait sur le chemin qui longe la maison Planté. On le surprit semblant épier l'occasion d'agir et regardant à travers une haie dans la direction de la porte d'entrée qu'il vit se refermer sur la femme Planté. On l'aperçut plus tard stationnant près de l'extrémité septentrionale du mur qui s'appuie contre le chemin au point où l'incendie a commencé. Quand il s'éloigna, il prit à travers les champs au lieu de suivre le chemin, tournant la tête vers la maison de son petit-fils; rencontré par un témoin qui lui dit : « Le feu est chez Planté, il faut retrograder pour aller l'éteindre. — Non, non, répondit-il, il n'y est pas; tu n'as pas besoin d'y aller. »

« Arrêté le jour même de l'incendie, on trouva sur lui un morceau d'amadou et une allumette en bois. Cette allumette est semblable à celles qui avaient été aperçues au pied du mur immédiatement après l'incendie et dont une fut recueillie le surlendemain dans des bries d'herbe desséchée; interrogé sur la provenance de l'allumette trouvée

sur lui, Ailléou dit la tenir de son gendre qui a donné un démenti à cette allégation en expliquant que son beau-père étant allé chez lui, à Argelez, vers onze heures et demie, le jour de l'incendie, alluma sa cigarette à une allumette en bois qui lui fut présentée tout enflammée, et qui sortit tout aussitôt. L'accusé est entré d'abord dans la maison des aveux, mais pour en sortir en cours d'instruction. « Mon petit-fils me doit de l'argent, a-t-il dit au commissaire de police, et il ne veut pas me le rembourser. Je veux mettre mon projet à exécution, j'ai lancé sur la toiture un chaume de sa grange un caillou autour duquel j'ai enroulé un morceau d'amadou enflammé. Je me suis aussitôt enfui à travers les champs, et bientôt je me suis aperçu que la grange brûlait. » Cette déclaration a été faite en présence des deux gendarmes et de Simon Planté, petit-fils de l'accusé.

« Les réponses de Joachim Ailléou aux questions du maréchal-des-logis de la brigade d'Argelez renferment de contradictions flagrantes soit avec les témoins, soit avec lui-même. Ainsi, après avoir déclaré à ce militaire qu'il était parti de la maison Planté, mais à un quart-d'heure de la porte, qu'il avait appelé, et que personne n'avait répondu, le 18 mai, l'accusé revint sur ses déclarations de la veille et prétendit, devant le juge de paix, qu'il était impossible que l'amadou eût pu enflammer le chaume, parce qu'il était tombé à ses pieds en lançant la pierre, parce qu'il n'avait pas seulement rétréci ses aveux, il a même tenté de se décharger de l'accusation qui pèse sur lui en attribuant l'incendie à un autre de ses petits-fils recueilli par Joseph Planté.

« Ces allégations, loin de compromettre un enfant qui n'était pas, d'ailleurs, sur le théâtre du crime, ne font qu'ajouter un élément de plus aux nombreux éléments de conviction que l'information a réunis.

« En conséquence, le nommé Joachim Ailléou est accusé d'avoir, le 17 mai 1859, commune de Préhac, volontairement mis le feu à un édifice habité par Joseph Planté et sa famille et à ses dépendances, crime prévu par l'article 434 du Code pénal. »

Les débats ont confirmé dans tous ses détails l'acte d'accusation. Ils ont révélé même une circonstance odieuse. A ceux qui déplorait les conséquences de l'incendie pour la famille Planté, l'accusé répondait : « elle n'est pas à plaindre, elle a de l'argent; elle a des pièces de terre! »

La tâche de M. Adnet, procureur impérial, paraissant bien facile. Sans insister plus que de raison sur une démonstration qui semblait portée presque à l'évidence, il a, dans un langage doré, présenté les considérations qui, même ce genre de crime, le plus lâche, le plus facile, le plus dangereux dans ses conséquences. Allant à l'avance au devant du système qu'il devait avoir de plaider, M. le procureur impérial s'est élevé contre la possibilité d'un acquittement, qui ne pourrait avoir d'autre motif que la croyance erronée du jury en son omnipotence. Il a, du reste, demandé au jury d'admettre des circonstances atténuantes, et sollicité de la Cour de les appliquer. Il ne voulait pas que la justice humaine fût impuissante pour qui se trouvait, par son âge, placé si près de la justice divine.

Dans une plaidoirie chaleureuse, M^e Labroquière a su appeler un vif intérêt sur son client quelque peu digne qu'il parût l'être.

M. le président s'associe, dans son résumé, aux dernières paroles du ministère public. Il rappelle au jury le droit de grâce ne saurait lui appartenir, qu'il doit tant plus s'abstenir de se l'arroger, qu'il est de nos jours largement exercé et que celui de qui il découle est en ce moment parmi nous, accessible à toutes les infamies, même méritées.

Après une assez longue délibération, le jury rapporte un verdict d'acquiescement.

COUR D'ASSISES DE MAINE-ET-LOIRE.

Présidence de M. Grimault, conseiller.

Audience du 9 août.

INCENDIE.

Les époux Foin, cultivateurs, exploitent au village de Pont, en la commune de Louvaines, la ferme dite du Pont, appartenant à M. de Jourdan. Cette ferme est située à deux cents mètres environ du bourg de Louvaines, sur le chemin vicinal qui conduit à la Ferrière; elle borde ce chemin au nord, et est adossée, et les quelques maisons qui composent le village du Pont sont placées en face de l'autre côté de la route. L'entrée principale de la ferme est au nord, sur le chemin de la Ferrière, entre la maison d'habitation qui se trouve à droite en entrant, et les toits à porcs et l'écurie placés sur la même ligne, à gauche. La cour est close à l'est par un vivier, au midi par une haie avec barrière, et à l'ouest par les bâtiments servant d'étable et de grange. Entre la maison d'habitation et l'étable, il existe une porte à claire-voie donnant sur la ruelle, dite du Hardas, qui part du chemin de la Ferrière et conduit dans les champs dépendant de la ferme du Pont; cette ruelle longe, à l'ouest, l'étable et la grange placée à la suite de l'étable.

Au-delà de la cour, au midi, se trouve l'aire de la métairie qui est close de tous côtés par des haies vives assez faciles à franchir. On pénètre de la cour dans l'aire par une barrière et par un échelier. La grange et l'étable forment qu'un même corps de bâtiments et communiquent entre elles par une porte placée à l'intérieur, mais la grange forme équerre avec l'étable, et s'avance, de l'autre côté, dans une position parallèle à la maison d'habitation. La haie qui sépare la cour de l'aire vient s'appuyer au pignon nord-est de la grange; l'échelier qui permet de passer dans l'aire touche à ce pignon; la grange se trouve aussi placée dans l'aire, et son ouverture est à l'est; de ce côté, il n'y a pas de porte, afin de permettre aux charrettes d'entrer. Enfin, la grange communique librement avec les greniers placés au-dessus des étables et qui ne sont nullement fermés.

Le 7 mars dernier, vers sept heures du soir, la ferme Foin était allée dans le bourg de Louvaines, Foin étant rentré dans sa maison avec son domestique nommé Joly, et sa femme Bouvrière, l'autre domestique, travaillait seule dans la cour; tout à coup cette jeune fille se précipite dans la chambre où était son maître en s'écriant : « Ah! quel grand peur! » puis elle dit qu'elle vient de voir un grand feu connu, un trainier, qui est sorti de l'aire en passant par-dessus la barrière; cet homme avait traversé la cour en biais et s'était allé par la porte donnant sur la ruelle du Hardas. « Bah! lui répondit son maître, tu as peur de tout. » Quelques minutes s'étaient à peine écoulées que Foin entendit pousser des cris dans le village; il vit la porte pour en connaître la cause, et aussitôt il aperçut les flammes qui s'élevaient en face de lui, derrière sa grange. Le feu avait éclaté dans deux étables placées dans l'aire et contenait dix mille de paille, et leurs voisins accoururent en toute hâte, et leurs efforts empêchèrent le feu de gagner la grange; les pailles furent entièrement consumées; la perte s'éleva pour le fermier, qui n'était pas assuré, à la somme de 250 fr.

Les habitants de la ferme furent convaincus que l'incendie

leur de cet incendie était l'inconnu que la domestique Jeanne Bouvrie avait vu sortir de l'aire; le bruit s'en répandit dans le village, chacun interrogea la jeune fille, qui fit à tous le même récit, disant toutefois qu'elle n'avait vu à tous le même homme qui portait de mauvaises habits et qui avait semblé déguisé. C'est ce que cette fille répondit aussi pendant longtemps aux magistrats lorsqu'elle fut entendue comme témoin. Ce n'est que plus tard, après une première information close faute de preuves suffisantes, qu'elle désigna l'un des voisins de son maître, le nommé Daburon, comme étant celui qu'elle avait vu dans la cour, à sept heures du soir, quelques instants avant l'incendie.

Ce sinistre épouvanta d'autant plus les époux Foin que huit ans auparavant, une meule de paille placée par eux au même endroit, dans l'aire, avait été brûlée sans qu'on ait pu connaître les causes de l'incendie. Ils recommandèrent à leurs domestiques la plus exacte surveillance, et firent toutes les mesures de précaution qu'il était possible de prendre. Le 28, à sept heures du soir, les bâtiments de la ferme, la grange et son étable dont il était sorti le dernier; l'engrais domestique Joly conduire les chevaux dans un pré situé à plus d'un kilomètre et rentra dans la maison où sa femme était occupée aux soins du ménage; Jeanne Bouvrie resta seule dans la cour pour surveiller des porcs. Quelques instants après cette jeune fille se précipita tout à coup dans la maison, ferma violemment la porte et se jeta sur une chaise en disant: « Dieu ! que j'ai grand peur ! » Par un mouvement instinctif, Foin s'élança, ouvrit la porte et vit aussitôt le feu sortir par les râteliers de sa grange. Il appela au secours et l'on vint de tous côtés; les bestiaux renfermés dans les étables furent entièrement brûlés; mais la grange et les charrettes et les instruments aratoires qu'elles contenaient; il fa lut même des efforts extraordinaires pour empêcher le feu de gagner la maison. Le propriétaire, M. de Jourdan, avait fait assurer ses bâtiments, mais le fermier n'était pas assuré, et pour lui la perte s'éleva à plus de 1,200 fr.

Le second incendie qui eut lieu, comme le premier, le résultat évident de la malveillance, jeta l'effroi dans le pays; l'opinion publique s'en émut vivement, et chacun chercha quel était dans le village ou les environs l'ennemi qui s'acharnait ainsi à ruiner les époux Foin. Les soupçons se fixèrent sur un homme de la commune, nommé Daburon, qui demeurait au village du Chêne, à trois cents mètres environ de la ferme du Pont. Cet homme, lors des deux incendies, s'était signalé par son zèle et son courage, mais aux deux fois il était apparu sur les lieux d'une façon tellement subite qu'on eut droit de s'en étonner. Daburon, depuis longtemps, était l'ennemi personnel de Foin, chacun le savait et l'instruction constata des propos très graves tenus par cet homme sur les sinistres dont Foin avait été victime. Toutefois les charges constatées contre lui n'avaient pas été suffisantes pour le faire mettre en accusation, lorsque le 13 mai, Jeanne Bouvrie déclara au commissaire de police qu'elle avait reconnu le 7 mars l'individu qui avait traversé la cour du Pont à sept heures: c'était Daburon. On mit cette jeune fille en présence de l'homme qu'elle accusait, et s'entint son dire avec une persistance calme de nature à faire impression. En conséquence, Daburon fut arrêté et renvoyé devant la chambre des mises en accusation.

La Cour n'accepta pas sans réserve cette déclaration tardive de la fille Bouvrie, elle crut devoir évoquer l'affaire et nomma un de ses membres pour se transporter sur les lieux, afin d'y procéder à un supplément d'instruction. Le résultat de cette mesure a été complet. Conduite sur les lieux et pressée d'expliquer ses déclarations, Jeanne Bouvrie tomba dans des contradictions telles qu'il devint évident que son récit n'était pas vrai; l'examen des lieux suffisait d'ailleurs pour démontrer qu'elle n'avait pu voir l'incendiaire le 7 mars; dès lors, pourquoi ces mensonges? Elle reconnut d'abord qu'elle n'avait vu personne, puis enfin elle avoua la vérité.

C'est elle qui a mis le feu à la ferme du Pont. Le 7 et le 28 mars, lorsqu'elle avait dit avoir vu quelqu'un, puis Daburon, c'était pour écarter les soupçons. Cette jeune fille raconta que le matin, en faisant le feu dans la maison, elle a pris des allumettes chimiques qu'elle a glissées dans ses poches, puis le soir, saisissant l'instant où elle se trouvait seule dans la cour, elle a mis le feu, le 7 mars aux paillets, le 28 dans la grange. Quant aux motifs qui l'ont fait agir, Jeanne Bouvrie ne les fait pas connaître. Ses maîtres étaient excellents pour elle et elle reconnaît qu'elle n'a jamais eu à s'en plaindre. Si quelque chose pouvait ajouter à la gravité du crime commis par cette jeune fille, c'est l'accusation portée par elle contre Daburon, accusation qu'elle a soutenue pendant longtemps avec la plus coupable audace et dont le résultat a failli perdre l'avenir d'un homme qu'elle avait innocemment.

Des circonstances atténuantes ayant été admises et les circonstances aggravantes écartées, Jeanne Bouvrie, vu son âge, est renvoyée dans une maison de correction jusqu'à sa majorité.

Ministère public, M. Gannevraye, substitut du procureur général.
Défenseur, M^e Allain-Targé.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS (vacations).
Présidence de M. Gislain de Bontin.

Audience du 6 septembre.
LA VIGILANTE, COMPAGNIE POUR L'ASSURANCE ET LE RECOURS EN CAS DE MALADIE. — ESCROQUERIES. — ABUS DE CONFIANCE. — DESTRUCTION DE REGISTRES. — USURE HABITUELLE.

Le prévenu est le nommé Jules-Joseph Gauthier, âgé de trente ans; il se dit escompteur. L'un des témoins cités est détenu à la prison pour dettes par suite de sa ruine qu'il attribue au prévenu, et sur les poursuites duquel il a été incarcéré. Il est amené à l'audience sous la surveillance d'un garde. Le sieur Jacquinet, traiteur, beau-père du sieur Coudray, l'un des individus escroqués par Gauthier (suivant la prévision), déclare se porter partie civile au nom de son père, et dit qu'il est le mandataire; ce jeune homme, complètement ruiné par suite de ses relations avec le prévenu, était aujourd'hui engagé volontaire dans l'armée d'Afrique.

M. le président interroge Gauthier:
— A quelle époque êtes-vous venu vous établir à Paris?
— En mai 1855.
— Quand avez-vous fondé votre société la Vigilante?
— En septembre 1856.
— Quelles étaient vos ressources pour monter cette entreprise?
— R. J'avais à moi de 20 à 30 mille francs.
— Vous êtes le fils d'un maître d'école sans fortune? — R. Mon père, monsieur le président, j'avais une vingtaine de mille francs, et ma femme m'a apporté 30,000 francs de dot.
— Votre femme, oui, mais l'expert atteste que vous, vous n'avez possédé rien. Combien avez-vous mis dans la société?
— R. De 8 à 9,000 fr.
— Comment constataz-vous cela? — R. J'ai acheté 2,000 et quelques cents francs de meubles pour les bureaux, j'ai pris

un loyer de 900 fr.

D. Il vous restait donc environ 5 à 6,000 fr. pour fonder une société de cette importance. Quel était le but de cette société? — R. Moyennant une prime de 25 fr. par an nous nous chargeons de tous les recouvrements.
D. Et c'est avec 6,000 fr. que vous entrepreniez cela; on se dit que si vous étiez arrivé des procès considérables, vous n'arriviez pas au soutien; un témoin que vous entendez, a déclaré que votre société n'avait aucune consistance; vous avez des courtiers qui accrochaient quelques créances chez des fruitiers, des marchands de vin, etc., quelles opérations avez-vous faites? quels procès avez-vous suivis? — R. Mais, monsieur, nous en avions tous les jours, M. Alsin, mon commis, vous le dira.

D. M. Alsin nous le dira, bien, mais un autre de vos commis, le sieur Denis, nous dira aussi que vous étiez dans la plus profonde misère, que vous n'aviez pas de soutiers; que ne pouvant pas recevoir dans une pareille tenue les clients qui se présentaient, vous leur disiez: « Le directeur est sorti; » et le directeur c'était vous; ou bien vous les envoyiez à Denis, votre commis, que vous aviez prié de faire le directeur. — R. Ceci est faux.
D. Denis l'a déclaré et il le répètera. — R. J'ai toujours été convenablement vêtu.

D. Pour paraître avoir beaucoup d'affaires, vous simulez des dossiers à l'aide de vieux journaux que vous mettiez dans des chemises. — R. C'est le dire de mes commis.

D. Eh bien, oui; c'est la déclaration de vos commis. Enfin, malgré le spectacle de votre misère que vous donniez à Denis, vous l'avez déterminé à s'associer avec vous, en lui montrant votre affaire comme excellente; il a consenti à entrer dans l'entreprise moyennant un apport de 10,000 francs. Il vous a souscrit des billets pour cette somme, vous les avez fait escompter, et au lieu de verser l'argent dans la caisse sociale, vous l'avez employé pour vos besoins particuliers: vous vous êtes acheté une montre, une chaîne, des bijoux, un bracelet et une robe à votre femme. — R. C'est vrai, mais M. Denis n'a jamais payé un seul billet, c'est moi qui les ai remboursés.

D. Oui, parce que le père de ce jeune homme est venu pour arracher son fils de vos mains, vous a menacé de vous dénoncer à la justice; c'est alors que vous avez consenti à annuler l'acte d'association et à rembourser les billets. — R. Je n'ai jamais été menacé, j'ai assigné M. Denis devant le Tribunal de commerce, on a nommé un expert, et l'association a été rompue moyennant 80 francs.

D. Voilà une jolie affaire: une entreprise annoncée dans tous les journaux et une association rompue pour 80 francs! Vous vous êtes ensuite associé avec un sieur Campagne; celui-ci apporta quarante-cinq actions du Colocirium, actions sans valeur; vous les avez comptées pour leur valeur nominale (100 fr.), lorsque plus tard vous avez pris un troisième associé: le sieur de Pardailhan. Par conséquent, la caisse était censée riche de 4,500 francs, par le fait de ces actions qui ne valaient rien du tout. — R. Pardon, elles faisaient prime, et donnaient des dividendes.

D. Nous connaissons les primes et les dividendes en général et le Colocirium en particulier; nous avons condamné le directeur de cette société, nous savons ce qu'elle était; nous savons qu'elle donnait des dividendes sur le capital; vous avez vendu votre part d'association au sieur de Pardailhan? — R. On m'avait amené ce jeune homme comme très capable; il avait fait son droit, connaissait la jurisprudence...
D. Oui, et vous avez montré des livres paraissant établir des bénéfices de 8 à 10,000 fr. par an; que rapportait l'affaire? — R. Oh! d'abord, on n'a fait que les frais, mais...
D. Et vous l'avez décliné à vous acheter votre part 10,000 francs? — R. 8,000 francs.

D. Soit, 8,000 fr.; est-ce que cela valait 8,000 fr.? Cela ne valait rien du tout; la preuve, c'est qu'il a perdu ce qu'il possédait, et que vous l'avez fait mettre à Clichy; non content de lui vendre votre part, vous lui avez fait acheter aussi celle de Campagne, votre associé; c'est alors que le malheureux s'est trouvé avec cette détestable affaire sur les bras. Arrivons à Coudray, ce jeune homme qu'on représente comme dissipateur et prodigue, avait recueilli de ses père et mère un héritage d'environ 25,000 fr.; faible de raison, sans expérience, la tête assombrie par le vin, vous l'avez entraîné, et vous êtes arrivé à avoir sur lui une immense influence. Coudray possédait une créance hypothécaire de 9,833 fr.; vous lui avez proposé de la lui acheter; il consent, et un transport est signé; sur ce prix vous lui remettez les quarante-cinq actions du Colocirium, évaluées par vous 4,500 fr., et elles ne valaient pas 45 fr.; vous lui proposez en outre de l'associer avec Pardailhan; vous lui vantez les bénéfices de l'affaire; bref vous l'associez; il apporte dans l'association les fameuses quarante-cinq actions du Colocirium, mais vous les exigez à titre de pot-de-vin pour votre coopération à cette association; or, vous redeviez 4,500 fr. à Coudray, sur les 9,000 fr. de sa créance hypothécaire; vous le soldez en lui redonnant les quarante-cinq actions qui se négociaient à 2 fr. à la Bourse. Mais, malgré sa faiblesse et son inexpérience, il ne se trouvait pas satisfait; alors, exploitant la malheureuse passion de ce jeune homme pour l'absinthe, vous l'entraînez, vous le grisez, et vous vous faites signer un décharge. — R. Je lui ai fait des billets pour 1,900 fr.

D. Les avez-vous payés? — R. Mais oui.
D. Une partie seulement, qu'il a dissipée en orgies; vous vous êtes fait rendre les autres, sous prétexte de les lui faire escompter; mais comme vous aviez un décharge, vous ne lui avez rien rendu; aujourd'hui, ce malheureux jeune homme est ruiné et a été obligé de s'engager comme soldat, en Afrique. Après les associations, voyons les opérations: Un sieur Guillard était créancier d'un sieur Ranglet, dont il ne pouvait se faire payer; ayant besoin d'argent, il s'adressa à vous; vous consentiez à procurer l'escompte d'un billet que Guillard ferait à Ranglet, à Ranglet son débiteur! Il lui souscrivit un billet de 200 fr., Ranglet l'endosse à votre profit; alors une fois nanti du billet, vous alléguez que vous-même êtes créancier de Ranglet, et vous refusez de verser les fonds et de restituer l'effet. — R. Les faits ne se sont pas passés ainsi; M. Ranglet me devait de l'argent, il m'a donné ce billet.

D. Connaissez-vous Legrand? Un jeune homme, un étudiant en droit? — R. J'ai été mis en relation avec lui, par un des frères Samson.
D. Oui, un juif, un usurier, la plaie des étudiants; ce jeune homme avait besoin d'argent, vous lui avez fait souscrire une lettre de change de 200 fr. — R. C'est vrai.
D. Et vous lui avez donné? — R. Une montre en or.
D. Qu'il a revendue à Samson 80 fr. De cette première affaire est né une intimité entre vous et ce jeune homme; vous l'avez emmené dans les cafés, dans les théâtres, au bal de l'Opéra; il payait partout pour vous et votre femme, jusqu'au coiffeur de celle-ci; vous avez proposé à Legrand, de l'associer à votre maison de banque? — R. Oui, c'était un jeune homme très bien.

D. Vous lui montriez une affaire magnifique; Legrand ébloui, consent; mais avant de rédiger l'acte, vous voulez régler le chiffre des avances que vous lui avez faites les jours précédents, vous déchirez la lettre de change de 200 fr. et vous lui en faites signer une autre de 600 fr. que bientôt vous voulez remplacer par une de 1,000. Legrand, alors, se récrie sur l'exagération de vos comptes, mais vous le menacez de Clichy; ce jeune homme faisait le désespoir de sa famille. Son grand-père vint à Paris pour le remmener dans son pays, à Rethel, afin de mettre un terme à des dissipations qui devenaient inquiétantes; mais cette démarche fut sans succès, grâce à votre influence sur ce jeune homme. — R. Je n'avais aucune influence...
D. Il déclara qu'il restait avec vous par crainte; que vous aviez un revolver dont vous le menaciez; il a même déclaré qu'un jour, seul dans un wagon avec lui, vous lui aviez fait des propositions infâmes. — R. C'est une calomnie odieuse; je n'ai pas à répondre à cela.

D. Vous avez suivi ce jeune homme jusqu'à Rethel; qu'alliez-vous faire là? — R. J'allais pour voir la famille de Legrand, lui soumettre les clauses de l'association.
D. Vous alliez pour avoir au juste la fortune de la famille. — R. Je voulais savoir si la mère consentait à l'association; je cherchais un associé, j'en trouve un...
D. Oui, un étudiant en droit, que sa famille envoyait à Paris pour faire ses études, et non pour être agent d'affaires; vous avez ramené Legrand à Paris; là, vous lui avez fait souscrire une reconnaissance de 800 fr. pour vos prétendus frais de voyage à Rethel; Legrand résiste, vous le menacez la lettre de change à l'aide de laquelle vous pouvez le faire incarcérer. Alors il écrit à sa mère; M^{me} Legrand, inquiète, accourt et ob-

tient la remise de la lettre de change contre un engagement personnel, engagement qui aujourd'hui est l'objet d'une instance judiciaire dont la décision a été ajournée après le jugement actuel. Vous avez un faible pour les étudiants; vous avez eu affaire à un autre nommé Oswald Gibert; ce jeune homme, sur le point de terminer son droit, veut faire un cadeau à sa maîtresse; il s'adresse à vous pour avoir de l'argent; il vous souscrit une lettre de change de 450 francs et vous lui remettez sept montres qu'il revend 130 fr.; puis vous lui proposez de l'associer à votre maison. Vous l'avez accompagné chez sa mère à Agen, pour obtenir d'elle une garantie; la mère refuse. Alors vous revenez à Paris, et de même que pour Legrand, vous faites souscrire une lettre de change de 350 fr. pour vos frais de voyage (bientôt que vous eussiez été défrayé par lui). La lettre de change a été refusée à M. Gibert, qui a refusé de la payer.
Le Tribunal continue l'affaire à demain.

JUSTICE ADMINISTRATIVE
CONSEIL D'ÉTAT (au contentieux).

Présidence de M. Boudet, président de la section du contentieux.

Audiences des 22 juillet et 12 août; — approbation impériale du 11.

ELECTIONS AU CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS POUR L'INDUSTRIE DES METAUX. — REFORMATION DE L'ARRÊTE DU CONSEIL DE PRÉFECTURE ATTAQUÉ.

Les dispositions de l'art. 5 de la loi du 1^{er} juin 1853, qui statuent que les électeurs âgés de trente ans accomplis, sachant lire et écrire, sont éligibles, ne subordonnent pas l'éligibilité au fait de l'inscription de l'élu sur les listes électorales, pourvu qu'il réunisse les conditions voulues pour être électeur.

Le sieur Fournais, fabricant d'instruments d'optique, demeurant à Paris, rue du Chaume, 15, a plus de trente ans, il sait lire et écrire; mais il avait négligé de se faire inscrire sur la liste des électeurs du conseil de prud'hommes de Paris. Ce nonobstant, il fut élu membre du conseil de prud'hommes en qualité de prud'homme patron. Mais cette élection ayant été attaquée, un arrêté du conseil de préfecture de la Seine du 23 février 1859 annula l'élection du sieur Fournais, par ce motif qu'en fait il n'était pas électeur lors de son élection.

M. Fournais a attaqué cette décision, et son recours a été admis par le décret suivant:

- « Napoléon,
- « Vu la loi du 1^{er} juin 1853 sur les prud'hommes, notamment les articles 4, 5, 7 et 8;
- « Oï M. Perret, auditeur, en son rapport;
- « Oï M^e Herold, avocat du sieur Fournais, en ces observations;
- « Oï M. Leviez, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;
- « Considérant que l'article 5 de la loi ci-dessus visée, en disposant que les électeurs âgés de trente ans accomplis et sachant lire et écrire sont éligibles, a entendu exiger des éligibles les conditions mêmes que la loi exige, par son article 4, pour être électeur; mais n'a pas subordonné l'éligibilité à la condition d'être inscrit sur la liste électorale;
- « Considérant qu'il n'est pas contesté que le sieur Fournais remplissait toutes les conditions imposées par l'article 4 de la loi du 1^{er} juin 1853 pour être électeur, et par l'article 5 de la même loi pour être éligible; que, dès lors, c'est à tort que le Conseil de préfecture a décidé que son élection comme membre du Conseil des prud'hommes ne pouvait pas être maintenue, par le motif qu'il n'aurait pas été inscrit sur la liste électorale;
- « Art. 1^{er}. L'arrêté du Conseil de préfecture du département de la Seine, en date du 23 février 1859, est annulé;
- « Art. 2. L'élection du sieur Fournais comme prud'homme patron, membre du conseil des prud'hommes de la ville de Paris, pour l'industrie des métaux, est déclarée valable.

COMPTOIR D'ESCOMPTE DE PARIS.

BILAN AU 31 AOUT 1859.

Actif.

Caisses (Espèces en caisse)	2,233,639 51	5,130,298 72
(Espèces à la Banque)	2,896,659 21	
(Paris)	42,359,836 86	
(Province)	13,285,737 29	60,361,223 30
(Etranger)	4,715,631 15	
Immeubles		439,298 07
Avances sur fonds publics et actions diverses		6,603,283 84
Correspondance (Province)	8,722,879 17	9,970,391 97
(Etranger)	1,247,512 80	
Crédits sur connaissements et nantissements		6,682,408 23
Frais généraux		121,393 67
Effets en souffrance. Exercice courant		11,519 08
Actions à émettre		20,000,000
Divers		2,715,498 47
		112,036,719 37

Passif.

Capital (Actions réalisées)	20,000,000	40,000,000
(Actions à émettre)	20,000,000	
Capital des sous-comptoirs		4,199,348 50
Reserve		3,940,235 43
Comptes-courants d'espèces		31,418,608 63
Acceptations à payer		6,794,158 08
Dividendes à payer		115,081
Effets remis Par divers	9,406,983 24	9,569,310 93
(à l'encaisse - Par faillites du Tribunal de commerce)	162,327 71	
Correspondance (Province)	13,987,888 14	14,634,868 47
(Etranger)	646,980 33	
Profits et pertes		493,225 33
Effets en souffrance des exercices clos (Rentrés sur les)		6,846 83
Divers		865,036 15
		112,036,719 37

Risques en cours au 31 août 1859.

Effets à échoir restant en portefeuille	60,361,223 30
Effets en circulation avec l'endossement du Comptoir	7,025,264 28
	67,386,487 58

Certifié conforme aux écritures:
Le Directeur,
PINARD.

CHRONIQUE
DÉPARTEMENTS.

Orse (Beauvais). — Le 29 août dernier, vers quatre heures du soir, le sieur Jean-François Delamarche, âgé de cinquante-neuf ans, boucher à Beauvais, petite rue Saint-Laurent, n° 9, sorti d'une des auberges situées sur la route de Beauvais à Breteuil, au lieu dit le Bois-Saint-Martin, et monté dans sa voiture attelée d'un cheval, prit la route de la ville. Il rencontra bientôt un jeune homme, qui lui demanda de s'asseoir auprès de lui. Delamarche y consentit. Arrivé en face du village d'Ororé, le boucher descendit pour acheter un veau et pria le jeune homme de garder son cheval: celui-ci s'en chargea très volontiers.
L'achat terminé et le veau installé dans la voiture, tous

les deux continuèrent leur route. Ils arrivèrent, à huit heures, à la grange que possède Delamarche au haut de la côte de Tillé; on s'arrêta, on déposa dans la grange les animaux achetés dans la journée, on dégarnit le cheval, et ne lui laissant que la bride pour le conduire à Beauvais. Mais, pendant que le boucher fermait la porte de la grange et disait bonsoir au locataire de la maison qui y est contiguë, le cheval et le jeune homme avaient disparu.

Le sieur Delamarche n'avait jamais vu le filou qui a joué ce tour. Tout ce qu'il sait, c'est qu'il paraît âgé de vingt-cinq ans et qu'il ne semble pas connaître les environs de Beauvais. Quant à la bête, c'est un cheval hongre, de trois ans, propre au trait, sous-poil gris-roux, ayant la raie de mulet et portant la queue en balai; il a une cicatrice au genou droit.

Toutes les recherches ont été jusqu'ici inutiles. On espère cependant que l'on ne tardera pas à découvrir le voleur, grâce au signalement qui a pu être donné de l'homme et du cheval.

(Clairoix). — Vers la fin du mois dernier, un malfaiteur, jusqu'à présent inconnu, a mutilé plusieurs arbres de diverses essences et des cep de vigne, appartenant à MM. Chevallier, maire de Clairoix, Desmarest-Lebel, conseiller d'arrondissement, Charles Devillers, adjoint au maire, et Frédéric Hermand, cultivateur, demeurant tous à Clairoix.

Le dommage causé par cet acte de méchanceté sauvage est évalué à 60 fr. Les arbres étaient cassés à hauteur d'homme, et la vigne avait été coupée avec un instrument tranchant.

(Fournival). — Le 28 août dernier, une meule de blé et avoine, contenant 3,000 gerbes et appartenant à la veuve Lenoir, cultivatrice à Fournival, a été la proie des flammes. La perte est évaluée à 2,250 fr. et elle n'est garantie par aucune assurance.

Si l'on en croit le témoignage du jeune Lenoir, âgé de cinq ans, ce sinistre devrait être attribué à la malveillance. Cet enfant était assis sur le bord du chemin, quand il vit passer un homme, vêtu d'une blouse bleue; l'inconnu s'arrêta auprès de la meule, frota une allumette sur une boîte de ferblanc, se baissa, mit le feu au tas de blé et se sauva.

Cet homme fut rencontré, un instant après, par le nommé Genaille, à dix mètres de la meule; il regardait du côté du hameau comme quelqu'un qui attend. Une demi-heure plus tard, on le retrouvait à la chaîne, formée par les habitants du village pour éteindre le feu. Cette dernière circonstance semblerait indiquer que s'il avait causé le mal, ce ne serait du moins qu'involontairement, en allumant sa pipe trop près de la meule.

(Ormy-Villers). — Le 30 août dernier, vers sept heures du soir, un incendie éclata dans la ferme du sieur Etienne Chollet, à Ormy-Villers. Le feu a pris dans un bâtiment servant de grange, d'écurie et d'étable; quatre vaches qui s'y trouvaient n'ont pu être sauvées à temps par les personnes accourues au premier signal du sinistre. Des chaînes furent aussitôt formées par les soins de la brigade de gendarmerie de Senlis, on répandit de l'eau en abondance sur les fumiers, on étendit des draps mouillés sur la maison d'habitation et sur deux meules de blé placées dans une cour voisine.

A dix heures, grâce aux pompiers de Crépy et aux nombreux travailleurs qui le secondaient, on était maître du feu dont le foyer fut surveillé jusqu'au jour par la gendarmerie et les pompiers de Crépy.

La perte, estimée 11,000 francs, est garantie par une assurance. La cause du sinistre est restée inconnue.

ERRATUM. — Une erreur d'impression s'est glissée dans le compte-rendu que nous avons fait du procès de Sébille. Nous avons dit que M. Tandeau de Marsac, notaire, lui avait fait une avance de 100,000 fr. Il résultait des débats que M. de Marsac n'avait fait à de Sébille qu'une avance de 40,000 fr. dont il était couvert par un billet de M. Pignière, l'une des parties civiles.

Bourse de Paris du 6 septembre 1859.

3 0/0	Au comptant, Derc.	69 30	Hausse « 10 c.
	Fin courant	69 33	Hausse « 13 c.
4 1/2	Au comptant, Derc.	87 80	Baisse « 20 c.
	Fin courant	88	Sans chang.

AU COMPTANT.

3 0/0	69 30	FONDS DE LA VILLE, ETC.
4 0/0	90	Oblig. de la Ville (Emprunt 50 millions)
4 1/2 0/0 de 1825	—	—
4 1/2 0/0 de 1852	97 80	Emp. 60 millions... 457 50
Act. de la Banque	2300	Oblig. de la Seine... 220
Crédit foncier	670	Caisse hypothécaire... —
Crédit mobilier	823	Quatre canaux... 1220
Compt. d'escompte	633	Canal de Bourgogne... —
FONDS ÉTRANGERS.		
VALEURS DIVERSES.		
Piémont, 5 0/0 1857	86 50	Caisse Mires... 245
— Oblig. 3 0/0 1853	84	Comptoir Bonnard... 47 50
Esp. 3 0/0 Dette ext.	46	Immeubles Rivoli... 100
— dit, Dette int.	42 78	Gaz, C ^e Parisienne... 820
— dit, pet. Coup.	—	Omnibus de Paris... 890
— Nouv. 3 0/0 Diff.	33 78	C ^e imp. de Vit. depl... 37 75
Rome, 5 0/0	86 1/4	Omnibus de Londres... 402
Napl. (C. Rotsch.)	—	Ports de Marseille... 48 50

A TERME.

3 0/0	69 30	Plus haut.	Plus bas.	Dér.
4 1/2 0/0 1852	98	98	97 90	98

CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET.

Paris à Orléans	1375	Lyon à Genève	—
Nord (ancien)	—	Dauphiné	540
— (nouveau)	812 50	Ardenne et l'Oise	—
Est (ancien)	657 30	— (nouveau)	—
Paris à Lyon et Médit.	872 50	Graisessac à Biziers	170
— (nouveau)	—	Bessèges à Alais	—
Midi	310	Société autrichienne	557 50
Quest.	375	Victor-Emmanuel	420
Gr. cent. de France	—	Chemins de fer russes	504 25

VARIÉTÉS MÉDICALES.

Nouveau système de dents artificielles. — Ses avantages sous le rapport de la durée et de la santé.

Personne n'ignore aujourd'hui que les dents artificielles ne réussissent bien qu'autant qu'elles réunissent la légèreté et la durée à une extrême solidité; qu'elles imitent parfaitement la forme et la nuance des dents naturelles; qu'elles s'appliquent avec précision, sans la moindre gêne ni la moindre douleur, aux parties qui doivent les supporter; qu'elles sont enfin assujéties sans le secours de crochets, de ligatures, de plaques ou de fils d'or.
En effet, par la nature même des matières de plomb, d'étain ou de caoutchouc qui entrent dans leur fabrication, les dentiers à plaques métalliques, qu'on vend ordinairement à bas prix, occasionnent, de l'avis unanime des savants, une foule de maladies de la bouche et des gencives que la médecine est presque toujours impuissante à guérir. Ces dentiers communs, ou de pacotille, ont de